**BRUNET, Michel, *Notre passé, le présent et nous*. Collection
« Bibliothèque canadienne-française. Histoire et documents ».
Montréal, Fides, 1976. 280 p. \$4.95**

Richard Arès

Volume 31, numéro 1, juin 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303585ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303585ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Arès, R. (1977). Compte rendu de [BRUNET, Michel, *Notre passé, le présent et nous*. Collection « Bibliothèque canadienne-française. Histoire et documents ». Montréal, Fides, 1976. 280 p. \$4.95]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31(1), 85–88. <https://doi.org/10.7202/303585ar>

BRUNET, Michel, *Notre passé, le présent et nous*. Collection « Bibliothèque canadienne-française. Histoire et documents ». Montréal, Fides, 1976, 280 p. \$4.95

Il n'est pas facile d'apprécier à sa valeur un recueil de textes touchant à autant de sujets. Heureusement, un *Avant-propos* aide à déceler l'esprit qui les anime. Cet esprit témoigne que l'auteur, bien qu'historien de son métier, n'est pas prêt à accepter n'importe quelle reconstruction du passé. « Pendant plusieurs générations, écrit-il, les Franco-Québécois se sont raconté un passé idyllique. Ainsi le voulaient leurs élites traditionnelles, intéressées à camoufler leur impuissance séculaire. » Puis, se rendant compte du peu d'intérêt que l'école d'aujourd'hui accorde à l'histoire, il ajoute: « Le fait brutal, c'est que nous n'aimons pas notre passé. Depuis que les recherches des spécialistes ne permettent plus de l'embellir, plusieurs semblent avoir conclu qu'il valait mieux l'enterrer. » Dans le domaine économique, notre infériorité est frappante, « mais nos maîtres à penser... ont tenté d'expliquer celle-ci en ayant recours à une panoplie de mythes qui ont endormi et consolé plusieurs générations. » Alors que certains, tels Étienne Parent et Errol Bouchette, avaient prêché l'indépendance économique aux générations antérieures, « entre 1930 et 1950, une génération de prédicateurs-réformateurs prétendit atteindre ce résultat par le corporatisme et le coopératisme ».

La conclusion qu'en tire l'auteur est qu'il ne faut ni embellir le passé, ni l'enterrer; «il n'est pas question de l'aimer ou de le mépriser mais de l'assumer pleinement». Pareille attitude est la seule qui puisse nous aider «à modifier notre itinéraire collectif et à lui fixer des objectifs nouveaux et réalisables parce que choisis en pleine lucidité».

Le présent volume est le quatrième de la «collection d'écrits divers» que publie M. Brunet; il se compose de vingt-deux textes, d'inégale longueur, dont un seul, le dernier, n'a pas déjà été publié. Ces textes se groupent en quatre parties qui, toutes, comportent une base historique mais se distinguent l'une de l'autre sous un aspect particulier.

Première partie

Elle a pour titre «L'aventure nord-américaine et laurentienne des Français-Canadiens-Québécois»; elle comprend six textes dans lesquels prédominent à la fois le recours à l'histoire et l'état d'esprit défini dans *l'Avant-propos*. Ainsi, par exemple, dans la conférence prononcée au Congrès de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec, en 1969, on y lit ce qui suit: «Une analyse rapide de la pensée canadienne-française entre 1850 et 1950 nous révèle le profond désarroi d'une collectivité psychologiquement minoritaire dont les élites étaient engagées dans un processus d'assimilation sociale. Les définisseurs de situation imposèrent aux Canadiens français un ensemble de postulats et de mythes-consolations qui les aidèrent à s'installer dans la médiocrité de l'ère de la survivance» (p. 20).

À ceux qui pourraient être tentés de lui reprocher de présenter une vision trop globale et pessimiste de notre passé, l'auteur, un peu plus loin, répond: «Voilà les faits dominants de notre histoire. Je l'admets. Mais n'oublions pas que si le romancier a la liberté d'écrire des romans noirs ou des récits édifiants, l'historien a l'obligation de rapporter ce qui s'est réellement passé» (p. 43).

Deuxième partie

Elle s'intitule «Cléricalisme, nationalisme et enseignement» et comporte quatre textes où il est surtout question de l'Église et de l'enseignement, tant au Canada en général qu'au Québec en particulier. Chose curieuse, cet esprit critique tel que défini dans *l'Avant-propos* y semble beaucoup moins présent. Le premier texte qui ouvre cette deuxième partie, sous le titre «L'Église catholique du Bas-Canada et le partage du pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854)», me paraît tout à fait remarquable. Il contient même un éloge des dirigeants ecclésiastiques qui, durant cette période troublée, auraient fait preuve «d'une grande sagesse politique». Voici comment: «Tout en continuant à prêcher l'obéissance due au souverain et à ses représentants, ils s'efforcèrent de conserver les quelques libertés qu'ils avaient obtenues depuis la Conquête et ils cherchèrent ins-

tinctivement à ne pas devenir les prisonniers ou les otages de l'un des groupes qui s'opposaient dans l'arène politique» (p. 72). L'auteur de ce texte va même jusqu'à reconnaître que «les hommes d'Église constituaient dans la société canadienne-française de la première moitié du XIX^e siècle le groupe le plus politiquement averti» (p. 75). La preuve en est que, «sans l'appui du clergé, les laïcs canadiens-français n'auraient jamais pu seuls rendre légitime et stable le régime politique issu du triomphe de la colonisation britannique dans la vallée du Saint-Laurent après 1840. Enfin, l'épiscopat, en liaison avec les prêtres et les membres de toutes les communautés religieuses d'hommes et de femmes, joua pendant plus d'un siècle... un rôle de tribun chaque fois qu'il jugea bon d'intervenir publiquement pour éclairer les fidèles confiés à ses soins» (p. 88).

Venant d'un historien qui se reconnaît «l'obligation de rapporter ce qui s'est réellement passé», pareil éloge n'est certes pas à dédaigner!

Troisième partie

Surmontée du titre «Notre héritage de colonisés», elle comprend huit textes, dont la plupart analyse la situation présente à partir d'une saisie propre de l'histoire. Dès le premier texte, «Histoire vécue et histoire enseignée», l'auteur plaide pour que soit révisée «l'histoire que s'étaient racontée les classes dirigeantes d'une époque maintenant révolue» (p. 145) et souhaite que «cette révision du passé s'accompagne de la remise en question de l'échelle des valeurs qu'avaient imposée les anciennes classes dirigeantes, complices et victimes d'un ordre établi depuis longtemps dépassé» (p. 146). Dans le deuxième texte, la critique se fait plus acide: «Les élites traditionnelles de la société canadienne-française acquièrent une mentalité de doublement colonisés» (p. 148). «Ces immigrants de l'intérieur n'ont jamais pleinement assumé le destin du Canada français. Véritables ilotes, conscients de leur impuissance, ils se sont dérobés aux tâches qui leur revenaient comme interprètes d'une collectivité dont ils se prétendaient les chefs. Incapables de créer au Québec une société dynamique, ils se sont consolés en poursuivant des rêves chimériques» (p. 149).

En plein milieu du XX^e siècle, qu'il est facile à un écrivain de faire la leçon à des gens qui ont vécu au XIX^e et au XVIII^e, de leur dire qu'ils n'ont pas vu clair et qu'ils n'ont pas su préparer le peuple aux tâches de demain!

Quatrième partie

L'auteur l'a intitulée «Notre dilemme contemporain et Pierre-Elliott Trudeau» et y insère quatre textes, dont trois déjà publiés. J'avoue que ces textes, qui concernent le présent, me paraissent relever plus du journalisme et de la polémique que de l'histoire proprement dite, du moins en ce moment. Ils n'en démontrent pas moins le grand intérêt que Michel Brunet a toujours porté à la politique ainsi que ses connaissances multiples en ce do-

maine. Comme il l'écrit lui-même, « si j'étudie l'histoire, ce n'est pas pour m'ensevelir dans le passé mais pour mieux saisir le présent et m'associer plus étroitement à ceux qui le vivent » (p. 13). Les textes de la quatrième partie concernent un homme, un premier ministre qui vit intensément le présent, mais avec qui, semble-t-il, l'auteur ne tient pas à s'associer plus étroitement.

RICHARD ARÈS, S. J.